

La Fédération Wallonie-Bruxelles TOUJOURS EN DÉFICIT EN 2017



Le budget présenté par la FWB avec un déficit de 200 millions d'euros

► Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a bouclé lundi son budget 2017 avec un déficit attendu de 200 millions d'euros en fin d'exercice. Même si c'est 45 millions d'euros de moins qu'en 2016, la Fédération s'écarte toutefois de son objectif de retour à l'équilibre initialement prévu pour 2018. *"L'austérité n'est pas la ré-*

ponse à apporter face aux défis que notre société doit relever", a justifié lundi le ministre-Président Rudy Demotte (PS). "Nous avons décidé de nous engager dans une autre voie, celle du soutien à des mesures porteuses de progrès social, pour répondre à des besoins essentiels et renforcer les moyens dans les compétences clés pour l'avenir des francophones, et singulièrement des jeunes."

De nouvelles dépenses sont ainsi programmées pour la création de places scolaires sup-

plémentaires (20 millions d'euros) ainsi que pour la mise en œuvre des premières mesures qui sortiront prochainement du Pacte pour un enseignement d'excellence (21 millions).

En plus du maintien d'une série de dépenses pour l'accueil des migrants (scolarisation...) et de lutte contre le radicalisme, l'équipe PS-CDH a décidé de dégager 11,3 millions d'euros pour refinancement le secteur de l'Aide à la jeunesse, longtemps délaissé.

Cet argent servira notamment à créer de nouvelles places d'accueil pour adolescents en difficulté et renforcer l'encadrement.

AUTRE NOUVEAUTÉ : une enveloppe de 3,5 millions d'euros pour l'accueil des enfants en difficulté de moins de 7 ans qui, faute de place, sont aujourd'hui souvent confiés à des... hôpi-

taux. *"Il s'agit de résoudre des situations sociales inacceptables", a justifié la vice-ministre-Présidente CDH, Alda Greoli.*

Le secteur des mouvements de jeunesse et les centres de jeunes bénéficieront eux aussi l'année prochaine d'une revalorisation à hauteur de 2,5 millions. En plus du refinancement structurel déjà décidé l'an dernier, près de 5 millions d'euros complémentaires seront affectés à l'enseignement supérieur, notamment pour les structures collectives d'enseignement supérieur, la réforme du filtre en médecine, et la prolongation d'une aide pour la filière d'études vétérinaires, victime de surpopulation.

L'IMPACT BUDGÉTAIRE - encore incertain - de la réforme des bourses d'études a, lui, été renvoyé à l'ajustement, au printemps prochain.